

## Communiqué de presse - Décès de Rémi Fraise - Testet

Le dimanche 26 octobre aux alentours de 2 heures du matin, Rémi Fraise, jeune militant écologiste de 21 ans est décédé après avoir reçu un projectile explosif durant des accrochages entre gendarmes mobiles et opposants au Barrage de Sivens.

**ZHAD**



**Testet**  
sans entraves!

La thèse d'un décès dû à une grenade offensive lancée par les gendarmes après la découverte de traces de TNT sur les vêtements de Rémi est la thèse la plus probable. Ce drame s'inscrit dans un climat de répression permanent : des opposants au barrage du Testet affirment être victimes de « *violences policières de façon systématique et acharnée* » et ce depuis le 15 août 2014.

Il est inadmissible, aujourd'hui, dans un pays qui se déclare être le berceau des Droits de l'Homme, que de telles exactions soient commises contre des citoyens dont l'unique tort est de vouloir défendre une zone naturelle en dénonçant la construction d'un barrage, qui serait une catastrophe monumentale d'un point de vue écologique, économique, et politique...

Dans ce combat contre ce grand projet imposé, l'un de nos camarades est tombé. Nous ne le connaissons pas intimement, mais savoir qu'il luttait pour la préservation de la nature, qu'il défendait l'intérêt commun du plus grand nombre contre des intérêts privés, nous suffit pour le considérer comme un frère, et nous sentir concernés par ce drame.

Les vives émotions suscitées par le décès de Rémi s'expriment par des manifestations de soutien spontanées partout en France depuis le lundi 27 octobre. Nous pensons à sa famille, à ses amis proches qui ont perdu un être cher. Ceci n'aurait jamais dû arriver. Surtout pas dans un pays où la police est garante des droits de l'homme et du citoyen, et qu'elle doit être « *instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.* » (article 12 - Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen).

Les homicides volontaires, et les autres mauvais traitements policiers sont des violations des droits humains interdites par le droit international en toutes circonstances. Nous espérons que justice sera faite, et qu'une enquête impartiale, indépendante, et effective sera menée dans les plus bref délais. Les responsables présumés de la mort de Rémi doivent être poursuivis dans le cadre de procédures exhaustives et équitables.

**Rendez-vous le samedi 1 novembre à 11hs devant la sous-préfecture de Dunkerque pour manifester votre indignation contre la violence d'État.**



### Signataires

Les Amis de la Terre - Arena, Non Merci - ADELFA - Groupe Non-Violent Louis Lecoin  
Nouveau Parti Anticapitaliste - EELV Flandre Maritime - Nouvelle Donne - Ligue des  
Droits de l'Homme